

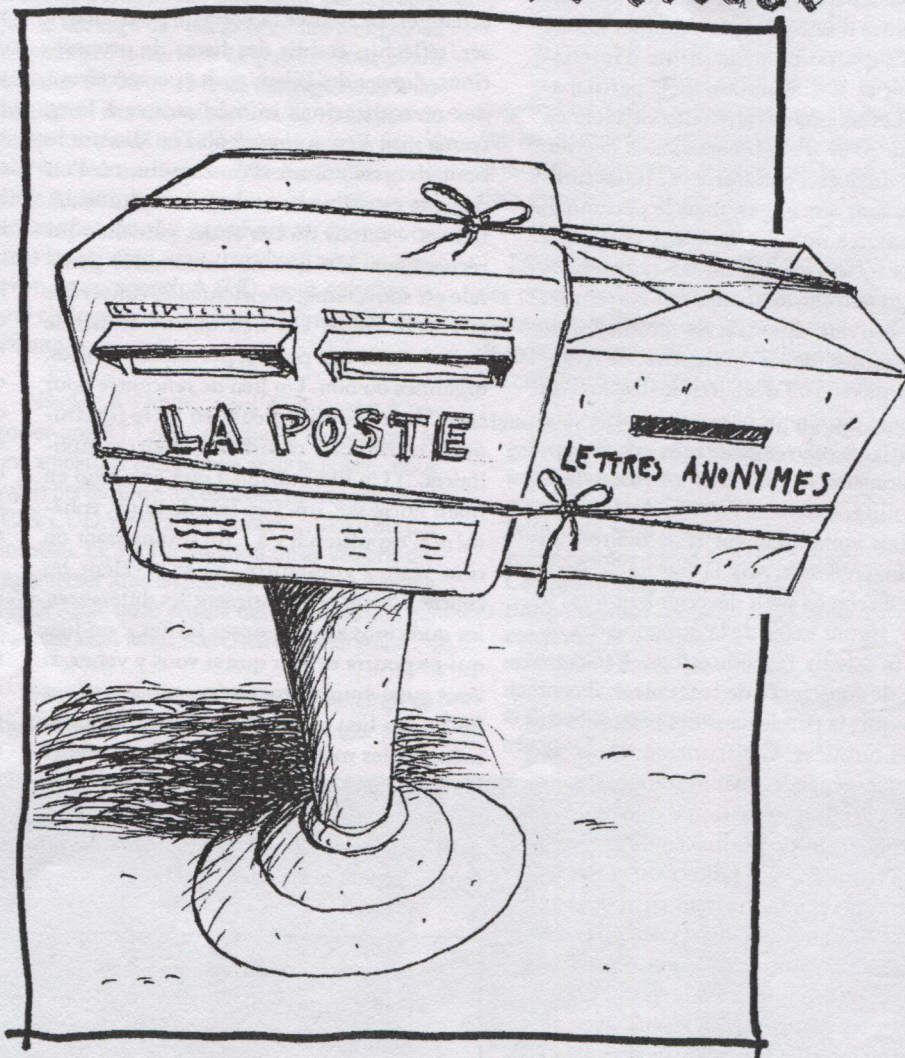
L'appel à la désobéissance civile, lancé par des réalisateurs de cinéma, repris par des intellectuels - réalisateurs de théâtre, acteurs, écrivains, scientifiques... -, précédé par des protestations et pétitions de Maires et d'associations démontre qu'un sursaut est, enfin, en train de s'opérer dans notre société, face à ces attaques en règle contre des droits démocratiques fondamentaux.

Cette stigmatisation de l'immigré, de l'étranger, que chacun est invité à faire sienne par la pratique du certificat d'hébergement, rappelle de mauvais souvenirs et il est heureux qu'une réaction, par ailleurs largement reprise par les médias, se manifeste et qu'une mobilisation s'organise. L'argument développé par la droite selon lequel le Front national doit son développement sur les questions d'immigration et qu'il convient donc d'exercer par l'intermédiaire de chacun d'entre nous le contrôle des entrées et sorties des étrangers sur notre territoire est proprement immonde et passe sous silence la responsabilité des politiques - de droite ou de gauche - sur la montée des réactions xénophobes et racistes. La crise économique et sociale - si elle n'excuse pas ces comportements - est tout de même à l'origine de leur développement. Faire la politique du Front national pour éviter qu'il arrive légalement au pouvoir démontre que les politiques n'ont aucune morale, ne défendent aucune valeur et que seule les intéresse la pratique du pouvoir, quelque soit le prix à payer par les citoyens. Le silence ou quasi silence de la gauche dans cette affaire est également significatif. La conquête du pouvoir les conduit à des silences complices, coupables. Sont-ils irresponsables?

Encore heureux que la société civile se bouge, mais n'en a-t-il pas toujours été ainsi? Sortons de nos réserves, prenons la parole, soutenons ces initiatives, apprenons à désobéir, devenons des citoyens, ne nous laissons pas confisquer la politique qui ne doit pas - plus - être l'affaire de spécialistes mais notre affaire, à nous, à chacun d'entre nous. ■

Emma

## La France est de retour



« Seuls les poissons morts suivent le courant. »

sur l'affiche du comité de soutien à T.Santini. Insoumis

## Carrefour déprime

enfin le privé se bouge

Carrefour, entreprise pépère, où le personnel n'avait en principe rien à dire, rien à exiger, vient de connaître un sursaut de révolte. Pendant trois heures de débrayage, une partie du personnel a exprimé toutes les colères contenues depuis longtemps.

Colères car de plus en plus pour réduire les frais de personnel, Carrefour pratique le flux tendu du personnel c'est-à-dire peu de personnes pour beaucoup de travail. Pas d'embauches, pas d'augmentations de contrats, des horaires flexibles, le travail des jours fériés et des dimanches...

Colères aussi concernant les salaires. La goutte d'eau qui a fait déborder le vase est la suppression de la prime d'intéressement et la diminution de la participation. Les actions de Carrefour s'envolent en bourse 20 % d'augmentation en janvier. Les bénéficiaires s'enflamment, les actionnaires sont aux anges, mais le personnel, lui, amorce une descente aux enfers. La réalité est autre pour lui. Le temps n'est plus au partage des fruits de l'entreprise. Sous couvert de crise, de chômage, de concurrence, de loi du marché, de rentabilité, de chiffres d'affaires, le discours du patronat est « nous ne pouvons plus vous garantir les mêmes avantages » donc suppression des acquis, mise en place de la flexibilité...

Mais voilà, pendant trois heures, les employé(e)s ont pris la parole et leurs lieux de travail pour déverser leur « ras le bol ». Ils ont exigé de la direction des réponses à leurs revendications. Par cette prise de conscience de leur colère, ils ont reconquis la parole dans des pratiques de luttes oubliées. Constitution d'une assemblée générale, manifestation sur les lieux de travail, rédaction d'une motion, interpellation de la direction, exigence d'une réunion avec la direction et des représentants syndicaux mais aussi des employés désignés par leurs collègues des différents rayons du magasin. Carrefour n'en est pas au même stade que le Crédit foncier (occupation des locaux avec séquestration du directeur, le rêve !). Ce sont les prémices d'une prise de conscience, d'une lutte collective, peut-être ? Cela pourrait amener des changements mais demain on verra si le personnel de Carrefour donnera une suite à ce mouvement. ■ Françoise

## Investir une gare fermée, c'est ouvrir une brèche

Depuis début janvier 1997, les travailleurs du spectacle ont investi à Toulouse l'ancienne gare routière, à l'angle des rues Lafon et Stalingrad. Malgré les coupures de courant, les menaces d'évacuation, les propositions bidons du propriétaire (Le Conseil Général de la Haute-Garonne), la vie peu à peu s'installe et réchauffe les vieux murs glacés et sombres de ce lieu chargé d'histoires, de boulons et de plaques de gessoil.

Où l'on pénètre dans l'antre et l'on découvre de la vie : plannings, dates de réunions, de manifs, tracts, annonces, affiches, journaux (« STOP Golfch, Le Coquelicot, En Sursis » etc) et des gens affairés : à aménager, décorer, informer, à se rencontrer, échanger, se creuser la cervelle pour analyser, réfléchir, établir des listes de propositions, dresser des bilans et des perspectives : des revendications immédiates et à long terme : un lieu autogéré où l'on discute le bout de gras autour d'un braséro, où l'on déguste ce même bout de gras – plutôt délicieux – autour du bar et des gamelles qui réchauffent. Un lieu où l'assemblée générale est souveraine, décisionnelle, conviviale et conflictuelle. Un lieu qui ne demande qu'à s'ouvrir aux poètes, précaires, révoltés, organisés ou non. Un lieu de rencontre pour tous, pour les travailleurs en lutte (cheminots, traminots, chômeurs, maîtres auxiliaires...) Un lieu subversif où l'on prend en main notre vie, un lieu fragile donc, éphémère si expulsion il y a... un lieu naissant où tout reste à construire, où se révèlent les contradictions et s'expriment les différences, les questions sans réponses faciles... un lieu qui ne pourra exister que si vous y venez, si vous aussi vous y amenez vos espoirs et vos folies. Un lieu qui doit continuer à grandir même si les matraques tentent d'empêcher la révolte de sortir de nos crânes. Un lieu à transplanter ici ou ailleurs... et qui doit faire des petits et des grands un peu partout où butine la pensée en actes.

Reste, maintenant que le rapport de force est en train de se créer, à se mesurer les uns aux autres et à être capables de mettre en place des revendications qui ne soient pas seulement corporatistes : quelques pistes... un revenu décent pour tous ; un revenu de compensation pour tous les précaires, bénévoles, un statut d'association à vocation sociale et culturelle, non rentable, et financé par de l'argent public (et ce, en toute transparence) afin d'assurer une réelle mission de service public adressé et accessible à tous. Et encore et toujours des lieux de rencontres, de création, des lieux de vie par milliers...

Pour que ces pistes ne finissent pas en cul de sac, la lutte des travailleurs du spectacle se doit donc de fonctionner encore davantage au sein d'un mouvement social qui doit maintenant se doter d'une plateforme plus large de revendications communes : diminution du temps de travail sans baisse de salaire (excepté pour les hauts revenus !), davantage d'emplois dans les services publics, créations d'emplois écologiquement et socialement utiles, formation permanente, taxation du capital et des machines, droit au logement, abrogation des lois racistes, et des milliers d'etc. Pour éviter l'écueil de décembre 1995, il faut savoir aussi que sortir dans les rues par millions ne suffit plus ou qu'agir isolément (par corporation) ne satisfait que les bureaucraties syndicales, les décideurs et leurs gouvernements qui ont intérêt à ce que « l'horreur économique », sociale et culturelle perdure.

Ces revendications, ces moments ne sont qu'une étape, peut-être dépassée demain par d'autres rêves plus fous, d'autres idées plus fortes, d'autres pratiques plus radicales, d'autres révoltes révolutionnaires, mais une étape qu'il convient d'embellir pour que les traces témoignent de notre présent et nous guident vers un « autre futur ». ■

Patrick

Je désire souscrire un abonnement :

- pour 5 numéros : 50 F

- soutien : 100 F

le  
coquelicot

Boite postale : 4078 31029 Toulouse Cedex

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

# Les temps changent...

**A EDF, la direction met l'entreprise en position concurrentielle en réorganisant le travail et proposant aux agents de travailler 32 heures payées au moins 35. France Télécom s'engage aussi dans cette voie. Le Coquelicot a organisé un débat autour de la réduction de travail avec différents intervenants : Dominique, délégué CGT à EDF, François, retraité, Madeleine, formatrice, Marc, salarié, Nicole, déléguée à SUD ANPE, Robert, délégué fédéral à Sud-PTT et Sabine, précaire.**

**Le Coquelicot :** Après des années de lutte pour la réduction du temps de travail nous voyons maintenant des propositions agiter les sphères politiques (Rocard, Laroutourou), une loi prendre corps (Robien), des accords se mettre en place dans les entreprises... Pourtant entre nos rêves et la réalité d'aujourd'hui, un gouffre semble se dessiner. Avons-nous ramé si longtemps pour finalement faire le constat que nous préparions l'opinion publique à accepter des accords de dérégulation, d'annualisation du temps de travail, de flexibilité et de précarité généralisée ?



**Dominique :** Si je fais un état des lieux, à l'EDF-GDF, le passage à 38 h, il y a déjà quelques années, a permis d'embaucher 10 000 personnes. On peut penser que si nous étions passés directement à 35 h, cette réduction aurait créé 40 à 50 000 emplois.

Aujourd'hui, si nous acceptons l'accord proposé par EDF-GDF, nous pouvons éviter 15 000 à 20 000 suppression d'emplois : 13 000 départs à la retraite et 7 000 suppressions liées aux gains de productivité. Mais les nouveaux embauchés auront un statut différent, ce qui crée des inégalités. Ceci est une manœuvre, il n'y a qu'à voir à la SEITA, les statuts ont été ensuite égalisés par le bas. A l'EDF la baisse du nombre d'emplois est directement liée aux augmentations des gains de productivité. Plus il y aura de volontaires pour passer à 32 h moins il y aura de suppressions d'emplois. A la CGT nous voulons une loi cadre.

**Nicole :** La réduction du temps de travail de 2 heures a permis l'embauche, à l'époque. Est-ce que la CGT a surveillé cette embauche ?

**Dominique :** Dans ces années là l'EDF-GDF a récupéré les entreprises privées de grands travaux et a repris tout le personnel.

**Robert :** Au PTT et à France Télécom, dans un contexte déjà ancien d'augmentation de la précarité, l'accord proposé, similaire à celui de l'EDF-GDF, est basé sur la logique d'un « casage » des garanties du service public, ce qui va entraîner des répercussions dans tous les secteurs du monde du travail. Les plans sociaux introduisent la flexibilité. Chez nous, elle se traduit par le décalage des horaires et une plus grande amplitude d'ouverture au public. Nous allons travailler 34, 36 ou 38 h. Ce décalage induit la dérégulation des droits sociaux. La réduction du temps de travail, ainsi présentée, est un leurre, elle ne créera aucune embauche. D'ailleurs ces plans sociaux ne contiennent aucun chiffre de créations d'emplois. En plus ils arrivent au moment où, dans les services, nous travaillons avec un minimum de personnel. A SUD, nous exigeons un vrai chiffre pour permettre l'embauche équivalente.

**Nicole :** A l'ANPE, nous étions prêts à négocier une RTT avec embauche équivalente et une amplitude plus grande pour le public, nous avons perdu. On a accepté des statuts précaires (CES, CDD, contrat temporaire...), ce n'est pas nouveau. Et, j'ai l'impression qu'ils veulent déréguler avec un nouveau règlement, comme à l'EDF-GDF où ils veulent des temps partiels qui travailleraient lundi, mercredi et vendredi.

**François :** Pourtant la réduction du temps de travail modifie l'embauche dans le secteur privé.

Donc d'un côté elle casse les garanties du service public et de l'autre côté, dans le privé, elle permet l'embauche. Le côté défensif de la loi Robien est le plus critiquable. Le point positif est la reconnaissance de la RTT créatrice d'emplois, le gouvernement le reconnaît. « AC! » porte cette revendication depuis trois ans et n'a jamais été pris au sérieux. Certes, la RTT se fait sur une petite échelle, et nous devons discuter ensemble sur les difficultés de l'application de cette loi dans les entreprises où il n'y a pas de syndicats : la flexibilité, les moyens de contrôle et le financement par la fiscalité. Malgré tout, il y a une petite avancée dans cette loi.



**Dominique :** La CGT, à l'EDF-GDF reconnaît des points positifs dans l'accord. C'est qu'on a maintenant la preuve que travailler trois heures de moins sans perte de salaire est gagnable. Quant à la création des 15 000 emplois, rien n'est sûr !

**Madeleine :** Oui mais dans le privé, les accords signés sur la réduction du temps de travail introduisent aussi la flexibilité. Pouvons-nous aujourd'hui maîtriser et jusqu'à quel point sommes-nous piégés ? Comment nous positionnons-nous pour contester la dérégulation ? Est-ce que dans certains secteurs, la flexibilité pourrait se négocier ?



## La réduction du temps de travail défendue par AC!

- 32 h par une loi cadre.
- sans diminution du pouvoir d'achat.
- sans flexibilité ni annualisation du temps de travail.
- avec embauches correspondantes et contrôlées par les travailleurs.
- financée par une réforme fiscale faisant payer les revenus du capital et par une taxation des machines.



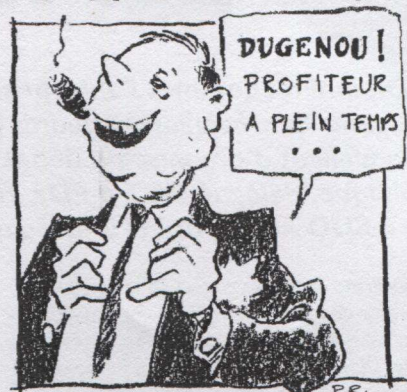
QUELQUES DOUTES SUR...



... LE PARTAGE DE LA PÉNURIE



ET UNE CERTITUDE!



La loi Robien

Cette loi porte le nom de son initiateur, Gilles de Robien, député de la Somme. Créer des emplois en réduisant le temps de travail (volet offensif) ou pour éviter des licenciements (volet défensif) permet aux employeurs de bénéficier d'une baisse sensible des cotisations sociales.

Si l'entreprise s'engage à embaucher au moins 10 % de l'effectif de référence et à réduire d'autant le temps de travail, l'allègement est de 40 % la première année et de 30 % les années suivantes. Ces taux sont portés à 50 % et 40 % si l'entreprise s'engage à embaucher au moins 15 % de l'effectif et si elle réduit d'autant le temps de travail. L'allègement est calculé salarié par salarié, et non globalement. Il est directement déductible sur le bordereau Urssaf et reste valable tant que l'accord collectif est en vigueur, pendant sept ans au maximum.

Il peut être suspendu en cas de non-respect des engagements pris dans la convention conclue avec l'Etat. En cas de non-respect de l'obligation d'embauches, l'employeur doit également rembourser l'aide dont il a bénéficié.

Les embauches sont effectuées sous contrat à durée indéterminée (CDI) ou sous contrat à durée indéterminée (CDD) d'au moins six mois.

Selon Jean-Yves Chamard, député RPR, pour sauver 10 000 emplois, il faudrait un milliard de francs. ■

Marc : La déréglementation a eu lieu dans le privé, depuis longtemps. Si les entreprises publiques ont été longtemps les fers de lance des revendications, actuellement, on assiste au phénomène inverse. C'est les abandons dans le privé qui arrivent dans le public.

Sabine : En tant que précaire, je parle d'un autre monde que le votre. Vous n'arrivez pas à faire le constat que la RTT ne permettra pas d'emplois. Il n'y a plus de boulot. On devrait partir d'un raisonnement différent. En déréglementant, en multipliant les statuts, ils divisent pour mieux régner.



Dominique : Je ne suis pas d'accord. Je pense que si nous travaillions tous à 25 h par semaine, le chômage ne se poserait pas. Le problème de fond est de savoir comment trouver un mode de RTT qui soit crédible par les chômeurs(SES) et les salarié(e)s. Tout le monde sait que pour lutter contre le chômage, il faut passer par une réduction de travail. Il faut la faire, mais comment ? L'aspect défensif de la loi Robien qui améliore la compétitivité ne fait que repousser dans le temps les suppressions d'emplois. Comment trouver un mode de RTT qui aille plus loin que les gains de productivité ? Et qui va la payer ? : les salarié(e)s ? les caisses interprofessionnelles ? la fiscalité ? les profits des entreprises ? Il faut que les gains de productivité profitent aux salarié(e)s et aux chômeurs(SES). et que la RTT ne soit pas payée par les salaires sous forme de flexibilité et de pertes de salaire. Qui va payer la RTT légitime la validité de la démarche.

Sabine : Certainement pas les chômeurs(SES) et les précaires qui n'en ont plus les moyens depuis longtemps et qui n'ont aucun lieu de parole.

Robert : Ce qui va se passer dans le service public va donner un nouveau statut, un nouveau

code du travail. La RTT implique un embauche mais laquelle! un CDD, un CES,... Ce n'est par ce système que nous allons socialiser les exclus. Les politiques ont intégré toutes les revendications portées par « AC! » et ils s'en servent pour nous faire légaliser la précarité. Les organisations professionnelles, toutes confondues, doivent travailler ensemble et être pointues sur leurs revendications. Quel est aujourd'hui, le statut minimum que nous pouvons accepter ? C'est une question fondamentale.



Marc : Les chômeurs(SES) risquent de ne plus comprendre les logiques du service public. La société se casse la gueule et qui paie les frais de l'immobilisme et du conservatisme ? Les chômeurs(SES) ! Comment allons-nous créer un rapport de forces sans nous diviser ?

Nicole : Les chômeurs(SES) et précaires peuvent comprendre, à travers par exemple la grève de la Senvat, qu'aujourd'hui nous nous battons pour des embauches avec de vrais statuts. La plus grosse difficulté vient du fait que nous n'avons pas su nous battre sur la précarité qui s'est installée dans le public comme dans le privé. De plus les chômeurs(SES) sont content(e)s avec leur CES et veulent le garder. La contradiction est là, comment faire le lien avec ceux et celles qui ont un statut et tous les autres ?



François : Si nous voulons faire le lien entre chômeurs(SES) et salarié(e)s, il faut réduire notre temps de travail. La loi Robien a quelque chose de plus que l'accord EDF-GDF, elle permet la RTT à tout le monde elle ne crée pas la précarité. Elle a donc un aspect collectif.

Robert : Les plans sociaux veulent démontrer aux citoyens que quel que soit le secteur, il est encore possible de faire des gains de productivité. Dans les services publics l'état laisse de côté certaines activités pour mieux démontrer les carences, que la concurrence est nécessaire. Ce qui est en jeu, c'est des choix politiques précis : la flexibilité et la déréglementation... or, du travail il y en a pour tout le monde mais il faut le répartir autrement.



Marc : Je ne suis pas d'accord ! Le travail est en disparition du fait de la révolution technologique et en particulier pour les travaux non qualifiés. (Cf. « Changer d'ère » de Jacques Robin) Ce qui se

passé actuellement c'est que son partage se fait de façon inégalitaire, certains bossent et d'autres pas !

Nicole : Oui, mais d'autres besoins se sont créés. Dans le domaine éducatif, social, il y a du travail. La mise en place des CES démontre la nécessité de création d'emplois sociaux et éducatifs. Par ailleurs les licenciements dans certains secteurs industriels ont été opérés alors qu'il y avait possibilité de travailler moins.

**Marc : La droite dit que les patrons utilisent la loi Robien en « effet d'aubaine ». Qu'en est-il exactement ?**

Nicole : C'est quand les patrons profitent des mesures d'aide à l'embauche alors qu'ils auraient embauché sans ces mesures. Un sondage paru récemment indique que c'est le cas de 80 % des entreprises ont profité de la loi Robien.

**Madeleine : Quel contrôle avons-nous sur le plan social sur la RTT et l'embauche équivalente ?**

**François : Vu la faiblesse des syndicats, qui va contrôler ? C'est le danger de la loi Robien !**

Madeleine : La RTT n'est pas une fausse piste, mais il faut l'articuler à une question politique. Il faut créer des rapports de force qui permettront le lien au delà de la fonction publique.

François : Il faut chercher le lien entre les syndicats et les associations de chômeurs(es). C'est primordial pour une lutte commune.

Robert : Maintenant que nous savons que le gouvernement veut imposer une déréglementation et que dans tous les secteurs, la réduction du temps de travail avec flexibilité et précarité n'est pas créatrice de vrais emplois, il faut un passage à l'acte, une mise en commun pour mettre en place un projet de société alternatif. Et puisque la précarité est installée partout dans le public comme dans le privé, le travail interprofessionnel est donc essentiel.

Dominique : Une réponse politique peut donner des perspectives au monde syndical et associatif. Il faut un projet qui soit l'antithèse de la mondialisation et du libéralisme. Si il y a croissance elle devra être sélective. Car nous devons produire en fonction de nos besoins et pas en fonction des lois du marché. Qu'est-ce qu'on produit ? Comment se sert-on de l'argent ? Quelle échelle des salaires ? Et comment financent-on les réformes nécessaires à ces projets ? ■

## L'accord à EDF

**P**assage à la semaine des 32 heures, payées 35, sur la base du volontariat. Mais cette formule de temps partiel sera imposée à 75 % des nouveaux embauchés pour une durée de trois ans.

Les agents travaillant en temps décalé (matin, soir, samedi) pourront bénéficier d'une réduction de temps de travail tout en restant rémunérés sur 38 heures.

D'ici trois ans, un tiers des heures supplémentaires seront converties en emplois.

Chaque agent pourra verser sur un compte épargne-temps les congés non pris ou des primes transformées en temps.

Dans les secteurs en baisse d'activité, des négociations seront ouvertes localement pour des départs en préretraite, afin d'augmenter les effectifs dans les secteurs en développement. Chacun de ces départs sera compensé par une embauche de jeune travaillant à 32 heures.

Les calculs de la direction de l'EDF promettent de 11 000 à 15 000 embauches de jeunes. ■

## MAÎTRES AUXILIAIRES

# Bayrou les laisse sur... leur faim

**I**l a fallu trois semaines de grèves de la faim en décembre, pour que le collectif des maîtres auxiliaires et les syndicats enseignants obtiennent une entrevue avec le ministre. Les MA sont des « profs » qui n'ont pas obtenu le concours de recrutement mais qui possèdent les mêmes diplômes universitaires. Leur situation tend à être de plus en plus précaire au moment où la politique gouvernementale est à la réduction du financement de secteur public. On résorbe donc à la sauvette avec une loi Perben qui crée un nouveau concours spécifique d'où des milliers de MA sont exclus. Ces concours, véritables mirages aux alouettes, où on décrète, sans donner de

notes, que vous n'êtes pas aptes ! Cette loi votée en décembre 1996 et signée par le SNES., dont les amendements ont été rejetés, passe à la trappe plusieurs milliers de MA. Ceux qui n'étaient pas en poste le 14 mai 1996 ! Ubu roi !

Régulièrement, la question des MA qui ont fait et font tourner l'Education nationale se pose : des plans d'intégration échelonnés sur liste d'aptitudes ont été ouverts en 1969, 1975 et 1983... Pourquoi pas maintenant ? La compétence professionnelle reconnue par les inspections, fait de ces maîtres formés sur le tas, de « vrais » profs ! Alors, jusqu'à quand l'absurde ? Aujourd'hui la question est dramatique, car l'ex-

clusion, la rue guettent ceux qui ne sont pas réemployés... Certains responsables syndicaux ont du mal à le comprendre, ils continuent de fonctionner comme il y a 20 ans, Bayrou avoue 5200 MA « dans le vent », après un audit laborieux. En fait, avec les chômeurs de l'année dernière non-comptabilisés c'est certainement de 10 à 15 000 MA qui sont sur le carreau. 800.000 heures supplémentaires sont effectuées dans l'enseignement, avec le tiers on peut réemployer et titulariser tous les MA. Alors la bataille est rude, prochaine réunion au ministère ces jours-ci, à l'ordre du jour : réflexion sur une éventuelle titularisation. ■

Charles Rinam

# On marche pour nous

**Parallèlement au XIII<sup>e</sup> congrès de la CGT espagnole à Madrid les 31 janvier 1<sup>er</sup> et 2 février 1997, les délégations syndicales et politiques étrangères, ( l'ARCA italienne, la CNT française, la CGT correcteur, la SAC suédoise, SUD RAIL, SUD PTT, les dockers de Liverpool, Hall Contri, la FA, l'Alternative Libertaire ) se sont rencontrées sur le thème de l'Europe de Maastricht. L'organisation, les analyses politiques et syndicales, les moyens mis en œuvre par les uns et les autres sur les marches européennes, telles ont été les questions débattues. Le Coquelicot, présent lors de cette rencontre, a interpellé Paco Marsellan, militant de longue date à la CNT, puis à la CGT.**

**LE COQUELICOT :** *Avant de parler des marches européennes qui vont débiter vers la mi-avril en Espagne, quel bilan faites-vous des marches organisées en 1996 en Espagne, contre le chômage et la précarité ?*

Paco Marsellan : Les marches en Espagne furent pour la CGT et les autres organisations co-organisatrices, une première expérience pour mettre en évidence le chômage et l'exclusion dans un contexte politique espagnol de déréglementation et d'absence de réponse des syndicats majoritaires. En Espagne, les syndicats sont organisés pour des travailleurs ayant un emploi, les chômeurs qui représentent pratiquement 20 % des salariés sont complètement exclus des décisions prises par les états majors syndicaux.

Les marches organisées il y a exactement un an avaient comme finalité fondamentale de mettre en évidence la nécessité pour les chômeurs de s'organiser, d'interpeller la société espagnole et de donner une réponse au problème du chômage et de l'exclusion sociale.

**Peut-on voir une relation entre ces marches contre le chômage et l'exclusion, en Espagne et le sommet du G7 le 22 juin 1996 à Lyon, auquel vous avez massivement participé ?**

Le chômage en Espagne est le résultat des politiques globales européennes vers une nouvelle organisation de l'économie et du social. Dans ce sens l'importance du problème du chômage n'est pas seulement national pour nous, mais lié au contexte international. La manifestation contre le sommet du G7 à Lyon a eu pour but

de faire le parallèle sur le chômage et l'exclusion dans les divers pays européens et les politiques économiques internationales

De la même manière qu'il existe un groupe dit "G7", il faut créer un mouvement capable de s'opposer à cette mondialisation et cette globalisation de l'économie.

**Penses-tu qu'il a eu alors l'émergence d'une volonté de la part des groupes participant d'aller plus loin dans la construction d'un pôle anticapitaliste capable de s'opposer à cette déréglementation annoncée ?**

Lyon, en effet, fut une première rencontre européenne pour débattre et rappeler que lorsque se mettent en branle les grands changements économiques et politiques il est indispensable d'avoir une réponse au niveau international. La manifestation de Lyon doit se comprendre comme une étape avant la rencontre inter-gouvernementale d'Amsterdam du 15 juin 97.

L'importance de la mise en place de la monnaie unique, véhicule d'une économie hégémonique, requiert, il est évident, une réponse unie et internationale des travailleurs et des chômeurs.

**Peut-on dire que c'est du grand rassemblement à Lyon lors du G7 qu'est née l'idée des marches européennes contre le chômage, la précarité et l'exclusion ?**

Oui d'une certaine façon c'est de cette manifestation qu'a surgi l'idée des marches. En ce qui concerne l'Espagne au-delà de la CGT, d'autres groupes sont parties prenantes. Le principe retenu, c'est de faire converger vers Amsterdam les différentes marches qui partiront, pour l'Espagne tout aussi bien d'Algésiras en di-





rection de la frontière basque, que le long de la côte méditerranéenne, via Perpignan où elle doit arriver le 1<sup>er</sup> Mai.

La jonction des différentes marches françaises, italiennes, belges, anglaises convergera vers Amsterdam. Ce grand rassemblement de travailleurs, de chômeurs mettra en évidence le refus d'une certaine idée de l'Europe ; une Europe basée sur l'exclusion le chômage... l'Europe des marchands.

**Sur quels groupes ou organisations comptez-vous pour mener à bien cette action contre le sommet inter-gouvernemental, contre cette nouvelle organisation politico-économique que veut nous imposer le nouvel ordre mondial ?**

Fondamentalement, dans chaque pays existent de petites structures pour coordonner et lancer les idées. En Espagne, des essais de coordination ont été réalisés avec des organisations politiques et syndicales dans la mesure où celles-ci ont une position claire face à la politique européenne de Maastricht.

Au niveau européen, il existe aussi une coordination dont les représentants vont se rencontrer au mois de février à Bruxelles pour définir ensemble les structures et les moyens nécessaires afin que la convergence sur Amsterdam soit un succès.

**Peux-tu nous dire maintenant ce qui pourrait se passer après la marche sur Amsterdam ?**

Oui, le problème fondamental c'est que le rassemblement d'Amsterdam est le début d'une lutte et non une fin en soi. Enfin, tout est mis en place pour pousser l'avantage, contre la mise en place d'une Europe communautaire avec sa monnaie unique et certainement à terme son gouvernement central. Celle-ci doit être combattue par l'unité des travailleurs et des citoyens européens qui veulent voir leur identité, construite et réalisé par eux-mêmes.

Il est clair que des situations comme le transport, la recherche, la santé, la communication... doivent être prises en compte par les travailleurs dans une réponse alternative afin

d'éviter les solutions de type national, ainsi que celles proposées par le syndicalisme institutionnel.

Il faut sortir de ce syndicalisme officiel qui ne fait que s'accommoder des nouvelles normes et orientations européennes de Maastricht.

**Ce que tu nous a expliqué là, c'est une analyse et les moyens acceptés par de nombreux groupes de gauches en Europe. Mais que pourrais-tu nous dire sur l'analyse faite par la CGT espagnole du point de vue politico-social qui est le sien, c'est-à-dire libertaire pour ne pas en dire plus ? Quel est l'objectif de la CGT après le rassemblement d'Amsterdam ?**

En effet, je pense qu'actuellement, un pôle libertaire ou anarcho-syndicaliste au niveau européen est en train de se créer. La tradition historique de l'AIT (Association Internationale des Travailleurs) trop idéologique, de notre point de vue ne répond pas à la situation actuelle. Nous pensons par contre qu'il est nécessaire de participer au développement d'un pôle alternatif dans lequel la pensée anarcho-syndicaliste sera un des axes fondamentaux. En ce qui nous concerne, nous devons assumer notre part d'autocritique afin que notre mouvement soit attractif pour d'autres groupes et organisations, qui, tout en ayant une pratique anarcho-syndicaliste, ne se définissent pas comme tels, par manque de références idéologiques. Les pratiques de démocratie directe, d'action directe... que nous voyons actuellement se développer en France, en Italie et dans d'autres pays européens au sein même d'organisations syndicales réformistes sont très encourageantes. Ces pratiques alternatives doivent évoluer vers un modèle d'organisation comportant des pré-supposés clairement anarcho-syndicalistes. Le congrès de la CGT, à Madrid, a essayé de lancer cette idée avec des organisations comme l'ARCA italienne et la SAC suédoise, mais il serait important que d'autres groupes existant en Angleterre, en France, en Allemagne, en Belgique, en Hollande... prennent conscience que sans coordination nous sommes condamnés à mort. ■

Propos recueillis par Juanito

## Manifeste

Face aux politiques néo-libérales mises en œuvre par le capitalisme dont les conséquences sont : le chômage, la précarisation, l'exclusion sociale, le démantèlement des services publics : école, santé, transports, télécommunication..., les organisations des divers pays présentes au congrès de la CGT, à Madrid, les 31 janvier, 1<sup>er</sup> et 2 février 97, considèrent que la marche européenne est une initiative importante, la première de ce genre en Europe.

Elles ont toutes décidé, en respectant les spécificités de chacun des pays où elles sont présentes, à s'y impliquer, à la soutenir.

Elles appellent l'ensemble des forces anticapitalistes à faire de même.

Au-delà de cette marche européenne, elles entendent tisser des liens, nouer des contacts pour élaborer, proposer des initiatives en d'autres domaines : école, santé, transport...

Notamment, elles œuvreront à l'émergence en Europe d'un syndicalisme alternatif de lutte et porteur de propositions pour un projet de transformation sociale où les salarié(e)s, les structures de base doivent avoir toute leur place.

Ce texte a été signé par la CGT espagnole, l'ARCA (coordination de syndicats italiens alternatifs), la SAC (syndicat anarcho-syndicaliste de Suède), SUD-Rail, SUD-PTT, les dockers de Liverpool (en grève depuis 18 mois), CNT française (présente mais pas mandatée pour signer). ■



Culture Censurée ↔ Dictature Assurée

un. Jermite - toe





*Exclusion Culturelle & Sociale*



# Les libertaires du Yiddishland

*La progression des idées libertaires se calque sur la configuration du courant migratoire. Parti des empires austro-hongrois et tsariste vers la France et l'Angleterre, ce courant se propage aux Etats-Unis et gagnera ultérieurement l'Argentine et l'Uruguay. C'est le deuxième volet du panorama d'un mouvement oublié.*

L'Allemagne a une émergence particulière car le mouvement ne s'appuie pas sur l'immigration de l'Europe orientale. Cette immigration ne fait que transiter par ce pays pour aller plus à l'ouest. Le fondement du mouvement libertaire juif allemand est issu d'éléments de la bourgeoisie économiquement assimilée.

## Le messianisme yiddish

Le yiddish n'est pas un facteur liant et l'anti-cléricalisme n'est pas un référent, bien au contraire, les libertaires juifs allemands utiliseront le côté messianique de la religion israélite pour justifier leur positionnement libertaire et leur refus à l'intégration de leur condition bourgeoise. Bon nombre seront des victimes directes ou indirectes du nazisme. Erich Muhsam sera assassiné au

camp de concentration d'Oranienburg en 1934. D'autres se suicideront comme Ernst Toller en 1939 à New York ou Karl Einstein au pied des Pyrénées en 1940.

En Autriche, en Hongrie et en Tchécoslovaquie, quelques individus auront un parcours semblable. Kafka en est un exemple type pour autant que l'on puisse reconnaître ce dernier dans le courant de la pensée libertaire.

## En Russie, sabotage dans les usines et terrorisme

Dans la zone de résidence russe, les conditions d'extrême misère, le climat de violence exercé sur les masses russes et en particulier sur les juifs vont engendrer de la part des libertaires russes une réponse radicale en pratiquant l'action directe: sabotage dans les usines, terrorisme, expropriation.

Si nous avons la trace d'un livre de prière détourné, contenant de la propagande anarchiste dès 1886, le mouvement ne prend son élan que très tardivement vers 1903. La ville de Bialystock en sera le premier point d'ancrage et le principal bastion. Les premiers militants seront des ex-militants du Bund (organisation sociale démocrate spécifiquement juive) ou des ex-socialistes révolutionnaires en recherche de positionnement plus radical. Le groupe d'exilés russes « Kleb In Volia » sera le relais idéologique établi en Europe occidentale. Ce groupe imprimera et enverra une importante littérature clandestine vers la Russie.

Le mouvement libertaire revendiquera jusqu'à 300 militants à Bialystock. Il essaiera jusqu'au fin fond de la zone de résidence. Dans de petits shtetles (villages), des groupes de 2 ou 3 individus vont pousser comme des

champignons. Le mouvement s'étendra jusqu'à Odessa qui en sera le second bastion avec une prépondérance anarcho-syndicaliste.

On a souvent minimisé le mouvement libertaire russe pourtant dès 1905 il n'a pas à rougir de ses forces. On recense 10 000 militants actifs et autant de sympathisants. Pour comparaison le Parti bolchevique compte 17 000 affiliés.

Quelle que soit par ailleurs l'organisation politique, le nombre de militants reste dérisoire face à l'immensité des peuples de Russie (100 millions). Par contre la présence des juifs au sein du mouvement libertaire sera de moitié. Ce phénomène n'est pas propre aux libertaires, la plupart des organisations révolutionnaires de l'époque vivent une situation similaire.

Les années de répression qui suivirent la révolution de 1905 décimera le mouvement. Des milliers de militants seront exécutés. Bon nombre connaîtront l'exil, les prisons, les camps de Sibérie.

## Octobre 1917

La seconde vague réapparaîtra à l'aube de la révolution de 1917. De nombreux militants juifs survivant de la répression de 1905 animeront le mouvement libertaire mais aussi le mouvement ouvrier au-delà de la zone de résidence, à Cronstad, Moscou et Saint Pétersbourg. Beaucoup rejoindront les maknovistes en Ukraine ; il y aura même une brigade d'artilleurs juifs au sein de l'armée noire. Il existera aussi quelques groupes yiddishophones à la périphérie de la Russie, en Bulgarie et Roumanie. En Bulgarie ces militant(e)s ont été présent(e)s dans le puissant mouvement anarchiste des années 1920.

En marge des libertaires « yiddish » il existera quelques groupes séfarades en Bulgarie et en Grèce en particulier à Thessalonique. Les nazis détruiront à jamais cette communauté (libertaires inclus).

En Israël, lors de sa création, ce mouvement était déjà en perte de vitesse. D'autre part l'hégémonie de l'idéologie sioniste et la fonction de l'état qui en découle a étouffé de fait toute aspiration anti-étatique. Il a existé un groupe de correspondants du Fraye Arbeiter Shtime américain, quelques indi-





vidus se sont retrouvés dans des kibboutz ou dans le milieu universitaire mais on ne peut pas dire que ce pays ait secrété une tradition libertaire.

### Le 1<sup>er</sup> Mai 1886, à Chicago

Aux Etats-Unis, la condamnation à la pendaison en 1887 des anarchistes de Chicago conduira les libertaires juifs à créer un premier groupe à New York : « Les pionniers de la liberté ».

Ce mouvement essaiera sur la côte Est à Baltimore et à Philadelphie, au Nord, à Chicago et même sur la côte Ouest à Los Angeles. New York restera le bastion du mouvement. Celui-ci se structurera autour du journal « Fraye Arbeter Sthime » (la voix des travailleurs libres), qui détient le record de longévité de parution, environ une centaine d'années. Son tirage atteindra jusqu'à 20 000 exemplaires à la veille de la Première Guerre mondiale. Il paraîtra jusqu'en 1981. Autour de ce journal se greffera une profusion de littérature en yiddish : des traductions de penseurs libertaires non juifs autant que d'écrits propres aux libertaires juifs. Leur propagande idéologique en yiddish, mais aussi en russe ou en anglais rayonnera dans le monde entier. New York sera incontestablement la « Jérusalem » du mouvement anarchiste juif. Là encore, l'anarcho-syndicalisme va s'implanter de façon conséquente dans les « métiers juifs ». La lutte contre la religion sera aussi l'un des chevaux de bataille ; plusieurs milliers de travailleurs répondent à l'appel de manifestations anti-cléricales. L'anti-électoratisme sera un fondement idéologique.

### En Argentine

Des groupes libertaires argentins fleuriront en 1906 et 1908. Ceci est dû à une immigration plus tardive. Les libertaires juifs s'intégreront plus directement au sein des or-

ganisations ouvrières politiques libertaires et au sein de la puissante centrale anarcho-syndicaliste, la FORA. Le principal quotidien libertaire de l'époque, la « Protesta », ouvrira une colonne en Yiddish. Dans les années 1940, le cercle David Edelstat, poète anarchiste juif de la fin du 19<sup>e</sup>, propagera les idées libertaires. Ce cercle montera une bibliothèque, éditera plusieurs bulletins et des traductions comme « la révolution inconnue » de Voline ou des écrits de Kropotkine. En 1951, ce cercle proposa à la For a un mémorandum sur le problème de l'antisémitisme. Ce dynamisme durera jusque dans les années 60, malgré la répression perenniste.

En Uruguay, une présence existe aussi comme en témoigne un tract des années 30 archivé au CIRA de Lausanne. Un vieux militant juif sera indirectement à l'origine du plus puissant groupe ouvrier de la FAU. ■

David Froutkind

Dernière partie au prochain numéro.



### DES CHIFFRES ET DES MAUX

3 % de la population mondiale ne vit plus dans son pays d'origine. 170 millions de personnes vivent un exil plus ou moins volontaires :

**En France**, 85 % des ressortissants de l'Asie du Sud-Est obtiennent le statut de réfugiés politiques, pour seulement 12 % d'africains. Les dictatures « fantoches » africaines ont encore de beaux jours. Le nombre de réfugiés politiques en France n'est plus que de 20 415 (1995) contre 61 422 reconnus en 1989. L'OFPPA a reconnu en 1995 le droit d'asile politique à 4742 réfugiés contre 7 025 personnes en 1994, c'est dire si le monde va mieux. A moins que les lois Pasqua revues et corrigées par les « réajustements » des lois Debré soient bien appliquées, il faudrait les embaucher pour réduire la facture sociale, on fait disparaître l'effet, et la cause est entendue !

On écrit beaucoup sur les causes de l'exil, lié aux guerres et autres misères économiques, mais actuellement c'est l'urbanisation incontrôlée et les pollutions de tous ordres qui mettent sur les routes de l'exode plus de 25 millions de personnes. D'après Norman Myerselles, ils seront 50 millions en l'an 2000 et 200 millions pour 2050, pour aller où ? On sait depuis Tchernobyl, que le nuage, lui non plus n'a pas de frontières.

**Aux USA, du moins pire, au plus pire.**

Le maire de New York, Rudolph Giuliani s'oppose à une loi demandant aux maires de donner les noms des clandestins vivant dans leur ville, sous prétexte que ceux-ci dénoncés ne se feraient plus soigner et n'enverraient plus leurs enfants à l'école. Il est en possession de 450 000 noms. Il n'y a pas heureusement que des maires pourchasseurs de sans-papiers, avec ou sans chiens.

Le territoire situé de chaque côté du Saint Laurent où vivent les indiens Mohawks est appelé « l'allée des contrebandiers ». Après le passage de l'alcool, de la prohibition, les cigarettes de contrebande, maintenant c'est l'immigré polonais, coréen, jamaïcain qui vient arrondir leurs fins de mois. En effet pour 1 500 F et dix minutes de traversée, les Mohawks se font pourvoyeurs du grand rêve américain. Ah ! le mythe du bon sauvage

Le rêve américain, depuis la réforme de l'aide publique (le 22 août 1996), c'est 1,5 million d'immigrés en situation régulière qui sont laissés pour compte. Sur 6 ans, c'est une « économie » de 54,1 milliards de dollars pour le budget fédéral. C'est maintenant aux Etats de décider de prendre en charge ou non leurs immigrés. Maintenant être immigrés, pauvres, handicapés, malades ou vieux aux USA, ça n'a plus de prix.

**En Israël aussi**, le travail pénible et mal payé est effectué par des travailleurs immigrés. D'une guerre à l'autre, bon an, mal an, Israël utilisait des Palestiniens réguliers ou clandestins pour balayer les rues et manier la truelle. L'autonomie des territoires ont obligé les patrons israéliens à faire venir 300 000 travailleurs essentiellement de Roumanie et de l'Asie du Sud-Est. Ce nouveau marché rapporte aux sociétés d'intérim plus de un milliard de francs par an. Mais aussi la création de camps de transit pour des « programmes de retour » qui, pour certains, évoquaient les camps de triste mémoire. ■

## L'idéal limitant

Le premier devoir d'un bon militant « gauchiste » c'est de tenter le bonheur. Un militant malheureux, c'est déjà un militant frustré... et c'est la première victoire du système. » Lluis Llach.

Je partageais déjà beaucoup de choses avec ce poète, compositeur, interprète mais cette phrase, enregistrée (dans tous les sens du terme) à un concert à Toulouse, il y a quelques mois, m'a remplie de joie. Elle collait tout à fait avec mon désir, affirmé, de militer dans la joie et de « tenter le bonheur » non seulement dans ma vie privée mais aussi dans ce qu'il est convenu d'appeler la vie publique. Je revendique de choisir les actions qui me branchent et les gens avec qui les mener et les rythmes de mon investissement militant sans me sentir pour autant coupable ni que ma révolte soit sélective. Je refuse de me laisser entraîner par des militants qui s'agitent faute d'exister, qui braillent à défaut de convaincre, s'informer, réfléchir et construire une pensée qui ne soit pas seulement le fruit de la révolte. Révolte brute, qui soulage sûrement mais qui ne fait avancer ni celui qui la crie ni celui qui la reçoit. Et que je sache la révolte n'a jamais changé le monde ni même changé la vie de quelqu'un sauf à se transformer en révolution.

De quel droit juger les gens en fonction de la révolte qu'ils ressentent ou qu'ils expriment ! Ce n'est pas parce qu'on n'accourt pas à l'appel de chaque manif, de chaque organisation qui se crée et se spécialise dans un type de lutte qu'on est responsable de la saloperie du monde et qu'on l'approuve. Sinon les victimes silencieuses seraient jugées serviles donc les premières coupables. Les militants ont du mal à comprendre que la société change, les gens aussi, que la confiance dans les partis, les syndicats n'est plus ce qu'elle n'a jamais été, qu'il faut peut-être, sûrement, inventer des idées, des formes, des relations nouvelles... mais sûrement pas multiplier les structures, les organisations, sans changer les modes d'expression et d'action. Les années 70 sont loin derrière nous et il n'y a plus que quelques militants qui ne s'en sont pas aperçus et ceux-là s'étonnent d'être si peu nombreux dans les actions, les manifs... la langue de bois, le mensonge, les analyses tronquées, inexactes, les revendications à l'emporte-pièce ne passent pas. Les gens sont de plus en plus informés, conscients de la complexité du monde mais se sentent impuissants à le changer d'autant que l'expérience d'une révolution trahie les a désarçonnés pour longtemps et que l'expérience de la gauche au pouvoir ne les a pas convaincus non plus. C'est dire que la tâche est difficile et qu'il vaudrait mieux éviter d'écœurer ceux qui ont encore envie de se bouger un peu. Ne les écrasons pas de tâches à accomplir, de tracts à distribuer, de manifs à suivre, de trains à prendre, de journaux à distribuer...! Que chacun participe avec les limites qu'il se fixe et non pas avec celles qu'on lui impose.

« No somniem passats / que el vent s'ha emportat. / Una flor d'avui es marceix just a l'endemà. / Cal que neixin flors a cada instant. »

Emma

## Polémiques, Victor !

**Nous ne pouvons pas bloquer 2 pages de notre (vôtre) Coquelicot pour une lettre que nous avons reçue de « l'Ecole Emancipée » répondant à une interview parue dans le N°7. D'une part, parce que cette lettre s'adresse à la personne que nous avons interviewée, d'autre part parce que nous sommes en désaccord, en tant qu'équipe rédactionnelle, avec les arguments qu'y développent ses signataires. En voici quelques extraits et notre réponse.**

« Cher camarade,  
... Dire que la LCR « tient » la tendance Ecole Emancipée est une erreur. L'E E n'est « tenue » par personne, pas plus d'ailleurs que le courant UA n'est « tenu » par le PCF. ...!...  
... A l'EE nous travaillons ...!... le plus souvent au consensus et nous sommes collectivement maîtres de ce que nous faisons. L'indépendance syndicale a toujours été notre spécificité.  
... A notre avis une organisation syndicale doit avoir pour objectif de rassembler tous les personnels. Or, ceux-ci n'ont pas la même opinion, les mêmes idées, les mêmes orientations. (Celles-ci) regroupées, ou non, en tendances, doivent pouvoir participer à l'élaboration de l'orientation la plus consensuelle possible du syndicat. Pour cela, il faut certes un socle commun, mais aussi des règles démocratiques (droit de tendance, majorité qualifiée...). Ce fonctionnement n'est pas le plus simple. Il est plus facile d'appliquer la loi d'airain de la majorité (FEN) ou de se retrouver entre « purs et durs »... mais il nous permet un fonctionnement pluraliste pour lequel nous avons encore à inventer au fur et à mesure des règles nouvelles. ...!...  
...Tu qualifies la FSU comme l'exemple même d'un syndicat bureaucraté l'opposant à votre fonctionnement qualifié de démocratique parce qu'il s'appuie sur des AG souveraines... Voistu, quand nous avons lancé le SNUipp, il y a quelques années, nous avons nous aussi des AG souveraines... Mais le nombre impose vite un fonctionnement différent (conseil syndical élu en congrès, représentatif des secteurs géographiques et des différentes orientations...) Le problème n'est pas la délégation mais la forme de celle-ci... Quel contrôle sur le mandat des élus, des délégués ? ...!... Nous ne pensons pas que le fonctionnement en AG puisse être mis en place au quotidien et qualifié de démocratique quand les décisions seraient prises par moins de 10 % des adhérents, ceux qui peuvent venir aux AG. ...!... Dans le mouvement de décembre (95) le SNUipp et la FSU ont pleinement impulsé (avec d'autres) l'auto-organisation des AG de grévistes...  
... L'EE n'a pas abandonné sa lutte anti-hiérarchique ni ses revendications de direction collégiale aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'organisation. Pas plus que nous n'avons abandonné celle de la lutte contre les heures sup. Le débat entre nous devrait plutôt être le suivant : comment faire partager ces positions qui nous sont communes à une majorité du milieu ? Et comment

faire ensuite pour passer d'une telle conscience à la lutte de masse ?... »

Chers camarades

Notre courant politique, le courant libertaire, ne soutient pas « le droit de tendance » qui divise les syndiqués et qui permet toutes les manipulations. Nous voulons tout le temps, entre travailleurs, dépasser les contradictions pour aller chercher le point de vue commun qui entraînera alors vraiment l'engagement de tous. C'est exactement pour la même raison, le refus de la délégation de pouvoir, qui, même honnête, ne fait que priver les salariés de leur propre lutte, que nous voulons un fonctionnement en AG souveraine. C'est plus difficile à maintenir mais tous les autres systèmes mènent à l'enlèvement, aux spécialisations, puis aux prises de pouvoirs.

Enfin nous soutenons sans exclusives un syndicalisme qui refuse le corporatisme. ■

Le Coquelicot.



# On n'y va pas, on y est

**A Marignane, à Orange, à Toulon et à Vitrolles, les gens qui se battent contre l'installation des fascistes FN au pouvoir le font avec force, avec courage. Ils vivent dedans le fascisme et résistent. Pour nous qui sur Toulouse, n'avons pas encore vu les marchés envahis par une horde de fascistes arrogants, ni vu devant les lycées les caravanes du FNJ distiller leur venin auprès des jeunes, le FN reste un danger imminent. Pour ceux de la région PACA, il est le danger en action.**

Savez-vous ce que les gens vivent là-bas ? Auriez-vous vraiment peur si on vous disait qu'Hitler a repris le pouvoir ? Ou bien diriez-vous comme tout le monde : il y aura un sursaut républicain.

Des copains de Ras l'front Toulouse sont allés à Vitrolles. Ils ont accompagné ceux de Rlf Vitrolles au marché. Ils ont compris.

**« Je ne sais pas si ce que j'ai vu, je peux le faire partager »**

Comme dit Philippe : « Je ne sais pas si ce que j'ai vu, je peux le faire partager. Il faut y aller, pour savoir. ». Ici le discours s'arrête, ce n'est plus la mémoire de nos parents qui parle. Philippe reprend : « Tu vois arriver les cinquante gars, certains ont une arme, c'est sûr. Coudes au corps, ils avancent, tout le monde s'écarte. Les dix personnes de Rlf qui diffent au carrefour ne s'écartent pas. Alors ils ralentissent, ils passent « comme ils peuvent » ils cherchent à provoquer l'incident. On te marche sur les pieds, on te bouscule, en balançant des insultes : « petit con, tu pourrais éviter de me faire un croc en passant ». Ce sont des attitudes, des regards qui ébranlent le plus informé. Chaque membre de la troupe de Mégret représente une menace réelle pour celui qui est en face. »

Silence autour de la table. Philippe conclut : « Il y a un niveau de violence latente que je n'avais ressentie jusqu'à présent que dans certaines images d'archives. »

Quand le vécu des anciens se confond avec aujourd'hui, dans celui d'une région tombée aux mains des fascistes : Philippe a été sous le choc pendant trois jours, tripes nouées, dos raide, tempes dans un étai.

**« C'est sûr, on a réagi tard, très tard »**

« Alors, imagine, dit Nathalie, de Rlf Vitrolles, pour nous, c'est comme ça tous les jours. « Elle raconte le quotidien d'une campagne FN de type paramilitaire. Dans la ville, l'affichage FN est énorme, le béton recouvert. » Dès que tu affiches, un gars du FN avertit ses colleurs qui rappiquent et recouvrent. Nos collages ont rarement tenu plus d'un quart d'heure ! »

## LES CAROTTES SONT CUITES



Le 2 février 97, jour des élections, un grand nombre de bureaux de vote a subi une pression de la part du FN, en particulier dans les quartiers populaires. Cinq ou six personnes du FN sont à l'entrée, font des réflexions, contrôlent le travail des assesseurs, entretiennent une tension permanente inadmissible.

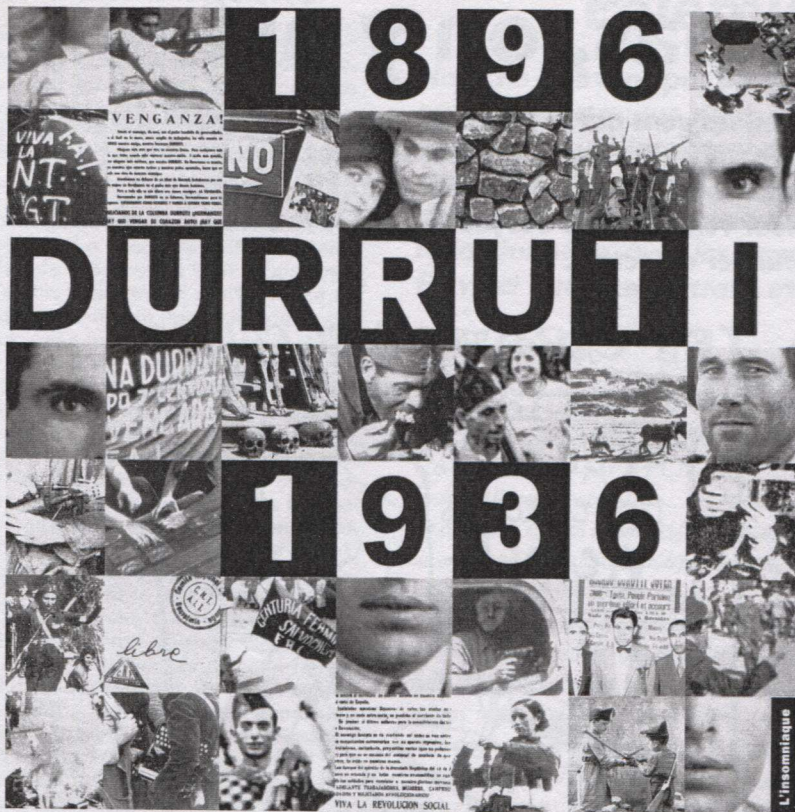
Quand on lui parle des risques physiques encourus par les antifascistes, Nathalie répond : « Ca s'est déjà produit dimanche soir. Une vingtaine de faschos casqués sont allés taper sur des jeunes des quartiers, histoire de se défouler. Autre chose, un copain de Rlf particulièrement visé par le FN a eu les quatre pneus de sa voiture crevés devant chez lui. Il est allé porter plainte. Un copain est venu témoigner au commissariat. On lui a demandé de laisser ses coordonnées : un numéro sur liste rouge, donc très peu accessible. Un peu plus tard, ce copain recevait des menaces de mort par téléphone. »

De la complicité de la police et du FN dans une ville assiégée par les fascistes : ces faits ne sont pas des détails. Ils sont les éléments d'un vécu qui doivent nous mobiliser définitivement dans la lutte contre le FN. La petite phrase de Nathalie tombe, lourde de sens : « C'est sûr, on a réagi tard, très tard ».

Ici, à Toulouse, il n'est pas trop tard. Mais il est temps. Depuis trois dimanches consécutifs, sur les marchés, à St-Aubin, à St-Cyprien et à Victor Hugo, le FN est présent. Il distribue Capitole FN. Certains l'ont trouvé dans leur boîte aux lettres. Cela ressemble beaucoup aux débuts du militantisme FN dans le Sud-Est il y a dix ans. ■

Valmat

Ras l'Front Vitrolles / Marignane  
BP 20, 13741 Vitrolles Cédex  
Ras l'Front Toulouse  
Avenir BP 504  
31011 Toulouse Cédex 6



## Durruti

1896-1936

Editions l'Insomniaque

C'est un album photos qui est là pour saluer le centenaire de la naissance de Buenaventura Durruti et le soixantième anniversaire de sa mort, devant Madrid assiégée.

Cinq maisons d'éditions, Madrid, Londres, Hambourg, Milan et Paris se sont groupées pour en faire un ouvrage hors frontières.

Les légendes sont brèves, en cinq langues. Ce sont des instantanés, reflétant l'esprit d'un peuple libre avec en filigrane la naissance, la vie, l'amour et la mort d'un rebelle en lutte contre l'injustice et l'oppression. On comprend les causes de la révolte des ouvriers, ils veulent la justice « los justicieros » et rêvent d'un monde solidaire « los solidarios ». On suit, clichés après clichés, la marche de Durruti vers la révolution, entre prison et exil, la révolte du peuple espagnol, les victoires et les défaites de 1936.

J'ai parcouru photos, textes, légendes avec avidité. Je me posais des questions, j'ai trouvé des réponses. Ce peuple était composé d'hommes, de femmes, d'enfants qui vivaient, riaient, s'aimaient et combattaient... Ils mouraient aussi.

Durruti n'était pas un soldat, un militaire mais un homme qui prit les armes contre le fascisme et pour la révolution... un libertaire aussi. ■

Marie-Gé

## « Tout est cendre »

Le hasard des chemins vous fait rencontrer ces personnages magiques et trop souvent inconnus. La poésie se vend mal disait Ferré. A t-il encore raison?

Je pense que oui malheureusement. Et pourtant ! A deux pas de vos logis, tout près de vous sans que vous ne le sachiez, des écrivains tentent, par touches successives de peindre un univers ou les arbres se délectent des vies humaines, ou les mots s'éfleurent aux creux des phrases pour qu'ensuite le quotidien se fasse moins lourd.

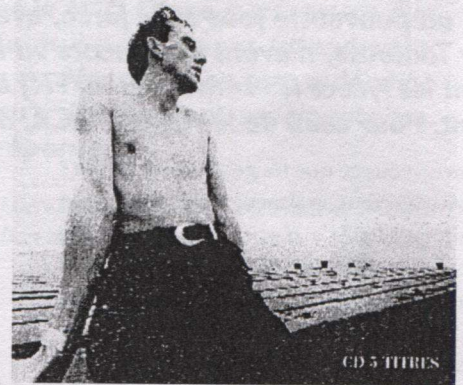
Casimir Prat, libraire au service d'un lointain agitateur, plonge au plus profond des sentiments. Ceux-là même que l'on croit inutiles, futiles, que l'on ne s'avoue que trop rarement, par pudeur. Ce recueil publié par le Dé Bleu, se glisse dans la poche coté cœur, tient chaud grâce à une sensibilité sans mièvrerie, avec des mots d'aujourd'hui, des images que tout un chacun peut s'approprier.

La poésie se vend mal car les codes d'écritures sont souvent affaires de technocrates du savoir et Casimir Prat ne joue pas dans cette cour. Bien au contraire.

« Tout est cendre »

Prix de poésie Max-Pol- Fouchet  
Editions du Dé bleu

Zénone



## Etienne Zénone

Chanteur, sans aucun doute ! Compositeur, de talent ! Interprète, avec goût et sensibilité. Il suffit de voir Zénone sur scène, les veines de son cou gonflées par l'envie de crier sa douceur sur des mélodies qui se mêlent à la différence.

Zénone est artiste, explorateur des univers musicaux qui font que la musique se fout des frontières, des conventions. Il existe des musiciens qui puisent leurs racines dans la nécessité de l'expression libre.

Appuyé par un contrebassiste inspiré, soutenu par des percussions mêlant l'Orient et le funk, Zénone se retrouve propulsé dans l'âme de ceux qui cherchent, qui se donnent le droit à la découverte. Du rock qui flirte avec la chanson française grâce aux textes de Bruno Ruiz, de Pascal Dessaint mais aussi d'Etienne, donne les couleurs irréelles dont sont empreints les titres d'Etienne Zénone. Il sort son premier CD après 10 ans de concerts dans les clubs de Toulouse sans pour cela que cet éternel voyageur ne se soit fixé vraiment. Des projets plein la tête, des chansons aux sentiments chaleureux, Zénone en possède des dizaines. Il ne reste plus qu'à être patient et attendre le deuxième CD qui, à coup sûr comportera bien plus que deux minutes trente de bonheur.

ZENONE CD 5 Titres

Coproduit par la maison des racines

Casimir Prat

TOUT EST CENDRE



## La dernière gaffe

C'était il y a longtemps. J'avais 13 ans et je passais mes après-midi du jeudi (et oui, je vous l'ai dit que c'était il y a longtemps) dans les recoins de la bibliothèque de Sarcelles. C'était l'ancienne bibliothèque, pas celle construite quelques années plus tard, toute de verre et de lumière et qui s'appelle Anna Langfus, mais celle au dessus du centre commercial N° 2. Je lisais tout. Avec avidité et impatience. J'étais sérieux, beaucoup trop ! Et puis un jour j'ai découvert Gaston !

J'ai commencé à rire et ce n'est pas un lieu pour ça. Plus je rigolais et plus je savais qu'il fallait que je m'arrête. Mais je ne pouvais plus m'arrêter et l'on soufflait dans mon dos.

« Gaston la gaffe » c'était le ridicule qui tue... les autres. C'est le contre-pouvoir de l'immobilisme. C'est le génie technique au service de la destruction. l'ode à la paresse et à la poésie... L'anarchiste sans prétention.

Le père de Gaston, Franquin, est son dessinateur et son scénariste. Il dessine ce qu'il imagine. Du coup son trait est en adéquation avec ce qu'il dit. Le trait est vif, dur, il éclabousse.

J'ai toujours aimé le dessin de Franquin. Surtout après « Idées Noires » aux violences dignes de Goya. Il y a ces noirs splendides. Ces abstractions toujours efficaces. Et puis la volonté de tuer les cons...

Mais c'est Franquin qui vient de disparaître. Heureusement il nous a laissé Gaston ! J'ai vieilli encore un peu plus et je subodore que je ne suis pas le seul dans ce cas !

Ainsi j'aurais passé toutes ces années à avoir envie de rire des gens qui se prennent au sérieux (M. Demesmaeker, M. Boulier...) et à être sérieux moi même ? ■

Caillou vieillissant



Nous avions prévu, pour ce numéro d'illustrer la page centrale et nos articles avec des dessins de Franquin. La maison d'édition d'« Idées noires » nous en a refusé l'utilisation... Dont acte.

## Tzedek-Les Justes

Film franco-suisse de Marek Halter.

« Le monde repose sur 36 justes » ; dit-on dans le Talmud.

Ces gens sont vieux, leurs visages sont ridés, leur peau parcheminée. Certains sont vêtus de façon simple, d'autres sont endimanchés. Ils parlent des langues différentes : hébreu, allemand, polonais, anglais, français, lithuanien. Il y a des hommes et des femmes, leurs enfants et petits-enfants parfois sont présents. Ils vieillissent et glissent vers la fin d'une vie dont peu, autour d'eux, gardent le souvenir. Les jeunes ne savent pas, n'ayant rien vécu de cette période. Ceux de leur âge qui n'ont rien fait font semblant d'avoir oublié. Lorsque Marek Halter questionne ces vieilles personnes, elles racontent calmement, sérieusement, simplement comment ça c'est passé. Elles savent que, quelque part dans ce monde, des gens sont encore vivants ou viennent juste de mourir, parce que comme eux et grâce à eux, ils ont vieilli. Ces personnes disent qu'elles ont eu peur, oui, mais qu'elles ont dominé cette peur, parce qu'elles n'auraient pas pu faire autrement que cela : sauver des juifs de l'extermination nazie.

Cela ne les console pas des 6 millions qui sont morts, bien au contraire. Elles se demandent toujours si elles auraient pu faire mieux. Nous seuls savons que leur geste goutte d'or pur dans la mer des ténèbres, nous sauve de la désespérance.

Pendant trois ans, Marek Halter, qui avait 4 ans lors de la mise en place du ghetto de Varsovie, a éprouvé le besoin de rencontrer ces 36 personnes et leurs familles, pour dit-il, se réconcilier avec l'humanité.

Il y a quelques semaines, il a été jugé indésirable à la fête du livre de la mairie fasciste de Toulon, désigné comme juif et étranger récemment naturalisé, par une bande de voyous qui nient l'holocauste et désirent remettre en cause les naturalisations attribuées en France depuis 1974.

Tous ceux qui se battent aujourd'hui contre le FN, contre le projet de la loi Debré et contre les lois d'exclusion de tout bord produites par le gouvernement, participent à cette élan de dignité humaine auquel Marek Halter rend un hommage émouvant.

Valmat

(Voir les 50 mesures de B. Magret de connard)

Directeur de publication : Patrick Leclerc  
 Equipe de rédaction : Juanito Marcos, Patrick Leclerc, Caillou, Roberto Vaporetto.  
 Prix du numéro : 10 F  
 Abonnement : 5 numéros : 50 F  
 Abonnement de soutien : 100 F  
 Boîte postale : 4078 31029 Toulouse Cedex  
 Commission paritaire : 760/95  
 Ont été mis à contribution pour ce numéro : David F., Emma, Juanito, Patrick, R. Vaporetto, Françoise, Marie-Gé, Valmat, Charles Rinam, Caillou vieillissant. Dessins de P. Rouault, du Canard Enchaîné et de Charlie Hebdo.  
 Les articles sont sous la responsabilité de leur auteur.  
 Imprimerie spéciale Le coquelicot

## Les deux doigts dans les oreilles

J'étais devant un plat de poisson. De la lotte au cucuma pour être précis. Rien à faire de cette soirée, ni celle du lendemain d'ailleurs qu'à attendre que le ciel ne se dégage, voir que le téléphone ne sonne. J'humais avec plaisir le fumet que dégageait le plat que j'avais préparé tout en pensant aux rues de la ville qui s'emplissaient au gré des déambulations de chacun des citoyens.

Avoir en poche de quoi finir le mois, 300F pour boucler l'ennui, la solitude quand l'hiver prend aux tripes, fait partie des examens de passage d'une vie qui s'écoule au rythme du fleuve qui traverse la cité.

Ca sentait les tropiques dans la cuisine, sans les palmiers, les lagons transparents, les alizés qui vous dessèchent les lèvres et vous collent la chemise sur le coeur.

J'aurais donné mes derniers francs pour parler des îles, de voyages, des chemins qui vous défoncent les baskets, vous donnent le courage d'avancer quelques mètres de plus. Au lieu de tout cela, j'avais une lotte qui refroidissait devant le nez, un repas qui ne serait pas plus épiqué que l'étiquette du bocal de cette poudre aux couleurs d'outre-mer. J'ai tout collé dans l'évier et suis parti vers le monde des vivants.

Ce n'était pas si difficile, il fallait juste prendre la ligne n°1 avant qu'elle ne ferme. Dehors, le froid saisissait le visage, enfonçait les cous dans les cols, plongeait les mains au fond des poches.

Les vitres des cafés s'emplissaient de buée ce qui prouvait bien que quelques humains bravaient la météo. Ne serait-ce qu'un instant, ils allaient se retrouver autour de ces tables de bistrot où le monde se refait au rythme des verres servis par un patron sourd aux appels de ses propres clients.

Assis à une des tables du fond, j'avais l'angle idéal afin d'observer mes congénères. La clientèle parlait de tout, de rien souvent, comme si les journaux étaient en grève depuis des siècles. Rien n'accrochait les esprits et le patron avait beau se démener derrière son bar en tentant de lancer les blagues si chères aux zincs, personne n'avait le coeur penchant coté hilarité. Faut dire que les nouvelles de ces dernières semaines ne portaient pas à la franche rigolade. Les routiers se battaient pour qu'enfin l'on reconnaisse leurs droits à la décence, les politiques s'escrimaient à nous expliquer que la retraite à 55 ans était pure folie pour leur économie.

On nageait en plein surréalisme.

J'ai commandé un demi à la serveuse avec la ferme intention de ne pas trop m'attarder alors qu'une conversation deux tables plus loin tournait autour de potagers, de carrés de terre que l'on retourne pendant ses jours de congés. J'ai pensé à mon grand père qui collait le volume de la radio portable au maximum quand il lui restait un peu d'énergie pour travailler son jardin.

Immuablement accroché au grillage, la musique volait entre les haies, berçant qui voulait entendre. A croire que les vaches écoutaient la radio: pépé était sourd.

Comme le patron du café. ■

Roberto Vaporetto.

## ON A RECU

**BARRICADES : n° 4**. Journal publié par le groupe de l'Alternative Libertaire d'Orléans : la conscription est morte vive l'objection. Du danger de la classe politique qui condamne NTM.

B.P.6403 45064 Orléans Cedex 02

**MOUVEMENT DES OBJECTEURS DE CONSCIENCE : Déc. 96 Jan. 97**. Campagne pour une action de libération des obligations nationales. Contact : MOC 1 rue Joux-aigues 31000 Toulouse.

**Alternative Libertaire n° 191**. (La Belge) Internet et anarchisme; La mondialisation et autres textes de lecteurs, les médias et la démocratie. 2 rue de l'Inquisition 1000 Bruxelles.

**CETTE SEMAINE n° 65** Le PS et le PC à la lanterne (*aurions-nous à faire à de nouveaux aristo? Le daviste.*) Répression contre les anarchistes italiens ; les débris du maoïsme bougent encore ; des bouquins et la poésie de Louis Calaferte. B.P.275 54005 Nancy cedex

**R.I.R.E. n° 12** : Le procès de Tomas Santini remis au 5/1/97 à Toulouse; La fin de la conscription aux Pays-Bas. Contact : 33 rue Coutellerie-F 13002 Marseille.

**BASTA N° 32** : D'abord saluons sa réapparition. Un dossier sur le centre Afrique. Curés et bien-pensants. Et la Belette mord ici aussi. Contact : 6, impasse Bagnolet 31100 Toulouse.

**La VACHE folle n° 10** « jeunes écolos et alternatif ». Au menu, du beurre dans les zépinards. Plus tu pollues... Comment peut-on être « sans ». Contact : 37, rue Julien Lacroix 75020 Paris.

**ASMA** : Pour la démocratie en Algérie N° 5 Sommaire : Dossier mémoire le 17 octobre 1961. B.P. 363 31006 Toulouse.

**A CONTRE COURANT : n° 80**. « Les milices du FN à Montceau-les Mines ». 1 rue Hugo F- 52100 Bettancourt-la-Ferrière

**LE COMBAT SYNDICALISTE N° 174** « L'Etat premier licencié de France ». La Haye 1872-Madrid 1996 le congrès de l'AIT prononce l'exclusion. 33 rue des Vignoles 75020 Paris.

**ECHANGES ET MOUVEMENTS** Récapitulatif d'infos provenant du monde entier et qui de plus est gratuite. B.P. 241 75866 Paris cedex 18

**LE CAUSSE MOPOLITE n° 10**. Consacré essentiellement à la mort Brrr... c'est pas gai, mais intéressant et très cause mopolite. Lacabru 46260 Promilhanes.

**ROJO Y NOGRO : n° 85** XIII congrès de la C.G.T. « Pluriele, ouvert, solidaire ». Le 31/1/2 Février à Madrid C.G.T. Compania, 9-1°, izq 31001 Pamplona-Iruna ESPAGNE.

## LES MURS EN PARLENT



Toulouse, place des Carmes

## SOMMAIRE

### LA VILLE BOUGE

Carrefour / Intermittents du spectacle . . . . p 2  
Maitres auxiliaires . . . . . p 5

### TABLE RONDE

La réduction du temps de travail . . . . p 3-4-5

### ENTRETIEN

P.Marcellan. Les marches européennes . . p 6-7

### PAGE CENTRALE

Inauguration de l'ancienne gare routière p 8-9

### RACHEL ET LES GARCONS

Les libertaires du yiddish land . . . . . p 10-11

### ARGUMENTS

L'idéal limitant . . . . . p 12  
Polémiques, Victor . . . . . p 12

### REAGIR

Vitrolles : On n'y va pas, on y est . . . . . p 13

### A ECOUTER AVANT D'EN CAUSER

Zenone . . . . . p 14

### ON BOUQUINE

Durruti / Casimir Prat / Franquin . p 14/15

### VU A LA TELE

Tzédek de Marek Halter. . . . . p 15

### LIBER...TERRE

Les deux doigts dans les oreilles . . . . . p 15

### BREVES

A toutes les pages

## POTS DE VIN ET COPINAGE

**Jazz actif**  
RA FALES CONTRE RENGA ME, LA LIBERTE CONTRE LA PAINE



Photographies de Christian KITZINGER

Ras l'front Toulouse édite un calendrier perpétuel, dans le prolongement de « Jazz actif ».

Ce calendrier propose des photos de jazzmen donnés à Rl'f par Christian Kitzinger. Si vous soutenez la lutte anti-fasciste vous pouvez vous le procurer (prix 100 F) auprès de Rl'f Toulouse :

Boite Postale 504, 31 011 Toulouse Cedex 6

Ou lors des représentations des « Femmes aux allumettes » le 8 mars à Plaisance du Touch, le 5 avril à la maison de quartier de Ranguel, le 11 avril à la MJC du pont des Demoiselles et le 23 mai au centre d'animation de Reynerie.

« C'est alors qu'enseigner l'art de résister aux paroles devient utile, l'art de ne dire que ce que l'on veut dire. Apprendre à chacun l'art de fonder sa propre rhétorique est une œuvre de salut public »

Francis Ponge